

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Enquete-sur-une-collaboration-francaise-avec-le-Chilie-de-Pinochet>

# **Enquête sur une collaboration française avec le Chili de Pinochet**

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : jeudi 23 octobre 2003

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Le Sénat chilien a donné son accord mercredi à une proposition de membres de l'Assemblée nationale française d'enquêter sur une éventuelle collaboration de policiers et militaires français avec les services secrets de l'ex-dictateur Augusto Pinochet.

Le documentaire de la télévision française Canal + diffusé le 1er septembre avait révélé l'existence de liens de policiers et militaires français avec des agents latino-américains.

Le Sénat a rappelé dans une résolution votée par ses membres que l'un des éléments présentés par le documentaire était le témoignage du général chilien Manuel Contreras, fondateur de la Dina.

Dans le documentaire, l'ex-chef de la police politique chilienne "évoque l'existence d'un réseau regroupant les polices de 37 pays, parmi lesquelles la police chilienne et la police française", a noté le Sénat.

La résolution du Sénat approuvée à l'unanimité apporte son appui à une requête présentée à l'Assemblée nationale par les députés Noël Mamère, Martine Billard et Yves Cochet. Dans leur requête, ils demandent la création d'une commission parlementaire enquêtant sur l'aide éventuellement apportée par la police française aux régimes militaires latino-américains entre 1973 et 1984.

Dans la résolution, les sénateurs estiment que ces informations sont "graves" parce qu'elles pourraient confirmer "l'existence d'un réseau de coopération illégal entre appareils de sécurité de divers pays, en particulier France, Chili, Brésil et Argentine".

"L'un des aspects très spécifique des déclarations de Contreras concerne l'éventuelle fourniture d'informations par la police française à des agents chiliens concernant des personnes sorties de France pour retourner clandestinement dans notre pays", selon la résolution.